

# La justice en Europe est seulement possible avec la gauche #nurmitlinks

Les élections européennes auront lieu le 9 juin. Die Linke fait campagne pour une Union Européenne basée sur la justice sociale et pour une redistribution équitable des richesses en Europe. Nous luttons pour une justice climatique, pour la protection du climat et pour la paix. Le gouvernement et la droite réclament davantage d'armements, des armées plus fortes et des frontières européennes plus hermétiques. Les inquiétudes des gens ne sont pas prises en compte ; la vie quotidienne est de plus en plus difficile. Les coûts de la transition énergétique devront être supportés par ceux qui peinent déjà à joindre les deux bouts. Notre vision

pour l'Europe est différente : nous luttons pour plus de bien commun, plus de justice et plus d'égalité. Pour des hôpitaux et des établissements de santé non cotés en bourse. Pour des transports en commun gratuits et qui fonctionnent. Pour un chemin de fer européen renforcé. Afin que chacun puisse profiter des grandes richesses européennes. Cela est possible si nous sommes unis et forts. Plus forts que la droite qui utilise les pauvres et les réfugiés comme des boucs émissaires. Plus forts que les lobbies qui mettent les intérêts des entreprises et le réarmement avant les gens. Pour toutes ces raisons, nous vous demandons votre vote.



## Nos candidats pour l'Europe

(de gauche à droite)  
Özlem Alev Demirel  
Gerhard Trabert  
Martin Schirdewan  
Carola Rackete

Le 9 juin,  
votez  
Die Linke!

# Protéger le climat, pas les profits des entreprises

La catastrophe climatique met en danger la survie de nos enfants et de notre planète. Les plus grosses fortunes sont les personnes qui produisent le plus d'émissions de CO2. 100 entreprises sont à elles seules responsables de la majorité des émissions de CO2. Le gouvernement fédéral échoue à s'attaquer aux causes majeures du dérèglement climatique. Les entreprises perçoivent des financements gouvernementaux afin de transitionner vers une production plus respectueuse de l'environnement. Ceci dit, les profits et les dividendes continuent d'aller dans les portefeuilles du privé. Les coûts du CO2 ne représentent que quelques sous pour les super-riches

alors que les foyers les plus modestes sont eux touchés de plein fouet. Die Linke réclame des lignes directrices claires pour les entreprises et de véritables alternatives pour les citoyens. Nous nous battons pour une transition énergétique impliquant des producteurs d'énergie publics et à but non-lucratif et des prix échelonnés selon les revenus de chacun pour une restructuration économique respectueuse du climat et générant des emplois stables avec de bons salaires. Pour une juste répartition des coûts du CO2, nous réclamons des fonds sociaux pour le climat qui soutiennent particulièrement les personnes à revenus faibles et moyens.



# Des salaires pour vivre, pas pour survivre

Les profits des entreprises explosent, mais pas les salaires. Les prix des loyers, de la nourriture, de l'essence, de l'électricité et du chauffage eux s'envolent. Pour beaucoup de personnes, l'argent manque pour terminer le mois et les « fins de mois » arrivent de plus en plus tôt. Plus de 100 millions de personnes en Europe travaillent pour des bas salaires calculés sur les salaires de leurs pays respectifs. C'est le cas pour un employé à plein temps sur six en Allemagne et en ex-Allemagne de l'est ce chiffre atteint un employé sur trois. Les entreprises utilisent les salaires plus bas d'autres pays de l'UE afin d'engendrer des profits. L'UE empêche

le paiement de salaires de misère et exige que les employés soient, si possible, protégés par des conventions collectives. En Allemagne, cela ne s'applique pas même à la moitié des travailleurs mais le gouvernement ne fait rien. En Allemagne, le salaire minimum légal devrait être de 14,14 € et Die Linke réclame de l'arrondir à 15 € ! La pression au travail augmente de manière considérable tout comme le nombre d'heures supplémentaires non rémunérées. Die Linke lutte pour des emplois qui permettent d'avoir une vie après le travail: Une semaine de travail de 4 jours soit environ 30 heures avec un salaire correspondant à un temps complet et plus de salariés.



# Offrir une protection

Ce ne sont pas les réfugiés qui menacent notre prospérité, mais les super-riches qui cachent leurs profits dans des paradis fiscaux. Nous souhaitons arrêter de voir des migrants mourir aux frontières de l'UE et ne plus laisser personne se noyer. Le droit maritime international exige le sauvetage en mer : nous voulons mettre ces mesures en place de manière publique, fiable et légale. Le chaos aux frontières est un échec politique. Nous avons besoin de disposer de procédures d'asile sûres et compatibles avec le droit international et les droits humains. Les coûts doivent être répartis équitablement au sein de l'UE et les municipalités acceptant des réfugiés doivent recevoir des fonds supplémentaires.

# Abolir la pauvreté

Plus de 120 millions de personnes sont en risque de pauvreté, un enfant sur quatre en Europe. La pauvreté n'a pas le même visage partout : des retraités collectent des bouteilles consignées, des familles ne peuvent pas se permettre de partir en vacances, des enfants partent à l'école sans avoir mangé de petit-déjeuner, d'autres vivent dans la rue. De nombreux travailleurs affectés par la pauvreté fournissent une main d'œuvre à bas coût pour les pays riches ; En tant qu'ouvrier-e-s agricoles ou dans les métiers du « care » par exemple. La pauvreté est toujours un échec du gouvernement. L'UE doit de ce fait veiller à ce qu'il existe un filet de protection sociale dans chaque État : Les

prestations sociales et le salaire minimum légal doivent protéger contre la pauvreté. Pour l'Allemagne, nous exigeons qu'aucune retraite et qu'aucune prestation sociale ne soit inférieure à 1200 euros ! La sécurité sociale est la condition préalable à une vie digne. Si les entreprises et les riches prennent cela en charge, ces demandes deviennent financièrement possibles. Nous nous engageons à garantir de bonnes prestations sociales et à veiller à ce que les citoyens y aient le moins possible recours, cela en s'assurant en amont que leurs salaires ou leurs retraites suffisent à subvenir à leurs besoins, en offrant des services publics gratuits et en garantissant des logements et de l'énergie abordables.



# Pas de profits aux dépens de la santé

Devoir attendre pour avoir un rendez-vous chez le médecin, pour être opéré d'un cancer, aux urgences. Le personnel soignant qui travaille au-delà de ses forces et s'épuise au travail. C'est le quotidien en Allemagne. Les personnes pauvres sont davantage touchées par les maladies chroniques et meurent plus tôt. Cela est vrai en Europe et en Allemagne. Die Linke se bat pour un meilleur service de soins pour tous, indifféremment des revenus de chacun. D'autres pays européens investissent plus de fonds dans leurs systèmes de santé, ont plus de personnel soignant par pa-

tient et les paient mieux. Cela bénéficie autant aux employés qu'aux patients. Die Linke envisage les soins et la santé comme des services qui doivent se baser sur les besoins communs et non pas sur les règles européennes de la concurrence. Les hôpitaux et les maisons de retraites ne devraient pas être habilités à verser des dividendes aux actionnaires. L'argent doit être réinvesti dans la santé et dans les soins. L'UE devrait fournir des fonds afin d'aider les municipalités à réacquérir les hôpitaux privatisés afin qu'ils redeviennent des biens publics.

# Renforcer ce qui nous unit en tant que société

Les classes sont surchargées. Si le/la professeur-e est absent-e, les cours sont annulés. Il est difficile d'obtenir une place en crèche. Les éducateur-ice-s travaillent au maximum de leur capacité. L'appartement est bien trop petit pour la famille s'étant agrandie mais il n'est pas possible financièrement de trouver un appartement plus grand. Des transports en commun et des trains qui fonctionnent correctement, ou une bibliothèque publique et un centre culturel pour la jeunesse ? Dans beaucoup d'endroits, cela semble être une utopie. Les services publics de qualité sont le ciment social qui lie ensemble les citoyens et la société. Ou pas: Ceux

qui en ont les moyens envoient leurs enfants dans des écoles privées et achètent un appartement. L'UE pousse à la privatisation des services publics alors à la merci des logiques de marché. Partout dans l'UE, cela a des répercussions dans nos vies car le privé nous coûte plus cher. Die Linke veut supprimer la priorisation de la privatisation et de la recherche de profit des traités de l'UE. Nous nous battons pour des services publics de qualité avec assez de personnel, pour des logements abordables, pour des écoles et des crèches gratuites, pour des services de santé et de soins publics et non orientés vers la recherche de profit.



# La richesse au bénéfice de tous

Les 1 % les plus riches possèdent près de la moitié de la richesse européenne. Le coronavirus, la guerre et la crise économique ont engendré une baisse du pouvoir d'achat et de l'inquiétude pour de nombreuses personnes tandis que la fortune des plus riches a considérablement augmenté. Pourquoi? Parce que de nombreux pays – comme l'Allemagne – ont réduit les impôts des riches. Parce que les loyers, l'électricité et les prix des denrées alimentaires augmentent alors que le gouvernement investit des sommes énormes dans l'armement. Cela enrichit les propriétaires et les actionnaires des entreprises. Si l'impôt sur la fortune était réintroduit en Allemagne, les classes dans les écoles pourraient être moins chargées, les

transports publics pourraient devenir moins chers et il y aurait davantage de places en crèche. Les inégalités entre le haut et le bas se creusent tout comme les inégalités entre les États de l'UE. C'est mauvais pour les citoyens, c'est mauvais pour la cohésion au sein de l'UE et c'est mauvais pour la démocratie. Nous voulons augmenter les impôts sur les bénéfices des entreprises ainsi que sur les actifs et héritages des ultra-riches partout dans l'UE. En Allemagne, nous exigeons un impôt sur la fortune à partir de 1 million d'euros (moins les dettes). Les actifs supérieurs à 1 milliard d'euros seront imposés à 12 pour cent : personne n'a besoin de plus de 999 millions d'euros.

10 raisons de voter  
**Die Linke**



nurmitlinks.de

**Die Linke**



Westend1 / photocase.de

# Des transports publics gratuits plutôt que des jets privés

Des transports en commun bien développés, gratuits et accessibles à tous : c'est bon pour nous, pour nos villes et pour le climat. Nous voulons développer les transports publics partout dans l'UE et les rendre gratuits. Des milliards d'euros sont nécessaires pour investir dans davantage de lignes, dans l'accessibilité, dans une fréquence plus élevée, dans de meilleures connexions dans les zones rurales et dans de meilleures conditions de travail pour les employés. Les transports publics deviendraient alors une véritable alternative à la voiture et tout le monde serait fonctionnel. Avec un chemin de fer qui

fonctionne bien, nous pouvons rapprocher les pays européens entre eux et étendre les itinéraires quotidiens via lesquels les gens se rendent au travail. Die Linke veut faire du chemin de fer le moyen de transport le plus important en Europe : avec de meilleures voies ferrées et des wagons modernes, avec des trains de nuit confortables. Tout cela à des prix abordables. Le train deviendrait alors une véritable alternative à l'avion. Une protection du climat socialement équitable signifie mettre un terme aux excès des super-riches : nous voulons interdire les jets privés et les méga yachts dans l'UE ! Nous voulons supprimer les avantages fiscaux sur le kérosène d'aviation.



Christian Mueller / Shutterstock

## Restons en contact

Instagram: @dielinke  
TikTok: @die.linke  
X: @dieLinke  
YouTube: @dielinke  
Facebook: linkspartei

Téléphone:  
030 24 00 99 99

kontakt@die-linke.de  
www.die-linke.de

Partei Die Linke  
Kleine Alexanderstraße 28  
10178 Berlin

Presse: Katina Schubert / Ates Gürpınar

# Plafonner les profits et interdire les paradis fiscaux

Shell, Lidl, Aldi et d'autres sociétés ont augmenté leurs prix pendant la guerre et la crise énergétique. La nourriture est devenue plus chère d'un tiers et l'énergie de moitié. Les prix excessifs ont été amortis grâce à nos impôts et les contribuables ont encore été laissés pour compte. L'inflation n'est pas une force de la nature. Les augmentations de prix signifient que nous devons payer plus alors que les entreprises réalisent davantage de profits. Die Linke veut éviter que l'on profite des crises. C'est réalisable : si les bénéfices excédentaires sont imposés, il n'y a plus d'incitation à augmenter les prix. Nous

réclamons donc un impôt sur les bénéfices excédentaires dans l'UE de 90% sur tous les bénéfices supplémentaires. Les prix de l'électricité et du gaz ne doivent pas être laissés au marché. Nous voulons des prix échelonnés selon les revenus. Une grande entreprise internationale paie en moyenne près de 19% d'impôts dans l'UE, tandis que le boulanger voisin en paie environ 30%. Nous voulons mettre fin aux paradis fiscaux et à l'évasion fiscale. En conséquence, l'UE perd chaque année 835 milliards d'euros. Nous voulons des impôts minimums uniformes pour les grandes entreprises en Europe.



Heipoint / Shutterstock

# Investir dans la paix, pas dans la guerre

La guerre criminelle d'agression de Poutine contre l'Ukraine a choqué de nombreuses personnes. Suite à cela, l'UE a obligé les États à investir davantage d'argent dans le réarmement. Le gouvernement fédéral a rapidement débloqué 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr. Résultat pour certains : des profits supplémentaires dans l'industrie de l'armement dont la valeur des actions a été décuplée. Pour le reste d'entre nous : réductions des retraites, pauvreté infantile, crise du secteur hospitalier et pénurie de logements. Alors que le budget de l'armement augmente, la protection sociale de base pour l'enfance a été suppri-

mée. On parle désormais de l'utilisation d'armes nucléaires et de troupes terrestres. L'escalade et le nombre de morts ne cessent de croître et cette escalade porte le risque d'évolution vers une guerre mondiale. Die Linke veut que la guerre soit interdite comme moyen politique. Au lieu de livraisons supplémentaires d'armes, des négociations pour un cessez-le-feu et la paix sont nécessaires. Nous voulons interdire les armes nucléaires. Lorsque les représentants des lobbies économiques prétendent que nous devons choisir entre « les armes ou le beurre », alors nous clamons: « du beurre pour tous » ! Arrêtez l'armement !